

L'évolution récente du Pouvoir en Afrique Noire

Table ronde réunie à Bordeaux le 4 et 5 Février 1977
Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
Centre d'Etudes d'Afrique Noire, 272 pages.

Critique de Winfried Veit

La presse mondiale multiplie actuellement les informations sur l'évolution politique en Afrique. S'il s'agit des conflits frontaliers ou ethniques, des coups d'Etat militaires ou des violations des droits de l'homme, le chercheur est saturé d'information si ce n'est pas la qualité tout au moins en ce qui concerne la quantité. En général, c'est le goût de l'exotisme qui prime dans tous les compte rendus de travaux sur l'Afrique. C'est ce genre d'exotisme qui a longtemps caractérisé la recherche « africaniste » occidentale.

A en croire le Professeur Lavroff, Directeur Scientifique du Centre d'Etude d'Afrique Noire à Bordeaux, cet exotisme a largement disparu en même temps que la notion d'« africaniste » elle même. Comme il l'explique dans sa préface « .. il n'y a pas d'africaniste mais simplement des sociologues, des politistes, des juristes, des économistes, des géographes ou des historiens qui appliquent les méthodes de leurs sciences respectives à la réalité africaine » (p. III). D'où la notion d'interdisciplinarité qui à mon avis ne peut pas se limiter à de simples échanges entre chercheurs appartenant à des disciplines différentes comme a été le cas dans cette table ronde, mais exige un point de départ théorique commun, des méthodes homogènes (non uniformes) et comparables et surtout un dénominateur commun en ce qui concerne les définitions, les domaines de recherche etc.

L'absence d'une telle approche interdisciplinaire se fait sentir à la lecture des communications recueillies dans ce volume (18 au total). Non seulement par le fait que les analyses strictement « politiques » et/ou « institutionnalistes » sont largement majoritaires (12 contre 3 traitant des « problèmes économiques » et 3 des « relations internationales ») mais aussi parce qu'il est difficile de déceler un ordre systématique quelconque dans leur présentation. On voit par là la difficulté pour des chercheurs travaillant pour la plupart isolément (comme l'indique le Professeur Lavroff) de fournir des communications reliées et fiables l'une à l'autre ; mais alors la question se pose : à quoi bon ? D'ailleurs, ce qu'on ne peut pas éviter en tant qu'organisateur d'une table ronde, on peut bien l'éviter en tant qu'éditeur d'un volume qui rend compte des travaux de cette même table ronde.

A ces critiques d'ordre plutôt méthodologique ou technique s'ajoute la critique d'ordre théorique ou idéologique. Car dans bon nombre de ces études de cas, l'analyse est sous-tendue d'une option idéologique mal dissimulée. A en juger : le « libéralisme politique a été mal adapté aux besoins de la société malgache » (p. 2) aux temps de l'ancien président Tsiranana. Question : où en serait le Madagascar d'aujourd'hui si le « libéralisme politique » avait été « bien adapté » aux besoins (quels besoins ?) de la société malgache ?

Dans une étude sur « l'Ethiopie révolutionnaire » on apprend que « ... les mots d'ordre du socialisme n'évoquent dans leur univers traditionnel (c'est-à-dire dans la population rurale) pratiquement rien qui puisse les mobiliser de façon durable » (p. 69). Que penser d'une telle remarque, si on sait, que les populations paysannes du Sud et Sud-Ouest éthiopien sont la base sociale la plus importante (peut-être la seule) du régime militaire à cause des réformes agraires accomplies par celui-ci ? Par ailleurs, l'auteur de cette étude confirme ce fait dans la même page en constatant que « dans le Sud et le Sud-Ouest, où dominaient les gros domaines..., les réformes et les jeunes révolutionnaires étaient bien accueillis ».

En général, il faut constater que la plupart des études de cas (Madagascar, Afrique du Sud, Ethiopie, Tanzanie, Somalie, Soudan, Guinée Bissau, Cap-Vert, Zaïre, Burundi, Rwanda, Togo) se bornent à une analyse, parfois brillante, il est vrai, des institutions et constitutions de l'Etat ou des organismes politiques dominant ou participant à un certain type de pouvoir politique. Il leur manque la réflexion sur les bases économiques et sociales et l'examen des contradictions au sein d'une société donnée qui seuls peuvent expliquer la nature même d'un régime politique et les conflits politiques, institutionnels etc. Il en est ainsi des facteurs externes ce qui est surtout important pour des sociétés qui comme les sociétés africaines sont largement dépendant (économiquement, politiquement etc.) de l'extérieur. La faiblesse d'une telle approche est d'ailleurs reconnue par l'auteur de l'étude sur la Somalie et le Soudan qui constate que « l'analyse se révèle incomplète » parce que « ... n'ont pas été pris en considération les facteurs économiques et internationaux.. » (p. 113).

Mais il y a aussi trois études de nature générale qui auraient pu définir un cadre théorique ou au moins tracer les lignes de force de la recherche sur le pouvoir politique en Afrique noire. La première de ces études, essayant une typologie du présidentielisme en Afrique noire, n'atteint malheureusement pas ce but, car là encore on retrouve les mêmes explications superficielles et parfois mystificatrices qui caractérisent la plupart des études de cas. Pour une analyse approfondie du phénomène de la concentration de la personnalisation du pouvoir politique en Afrique il n'est pas suffisant de décrire celui-ci comme « expression politique du paternalisme » (p. 22), de caractériser les régimes présidentiels comme « républiques monarchistes »

(p. 25) et de constater le « caractère solennel et quasi religieux de la désignation » du Chef de l'Etat (p. 20). Tout cela est vrai, mais ce sont là plutôt des symptômes que décrit l'auteur. Les causes d'une telle évolution doivent être recherchées ailleurs.

Une voie possible est démontrée par P.F. Gonidec dans son étude intitulée « Réflexions sur la méthode d'analyse du « Politique » en Afrique ». Il introduit là le concept de formation socio-économique (ou sociale) ce qui permet de s'interroger sur la nature de la totalité des phénomènes politiques, de s'éloigner « des simplifications abusives des politistes » et « de quitter le domaine des abstractions » (p. 41). En introduisant en même temps l'idée de complexité (des formations sociales du Tiers-Monde) on peut non seulement examiner les différents modes de production et les rapports sociaux existant au sein d'une société tiers-mondiste donnée mais aussi finir avec le caractère artificiel de la sociologie politique contemporaine « qui consiste à isoler les problèmes politiques intérieurs et les problèmes internationaux » (p. 42).

La démarche du Professeur Gonidec est d'autant plus valable qu'il rejette les théories unilinéaires si chères à la sociologie américaine (Pearsons, Almond) mais aussi à la théorie marxiste orthodoxe de l'U.R.S.S. qui tous deux veulent proposer au Tiers-Monde un modèle de société. En partant du concept de formation sociale l'auteur est en mesure de démontrer la diversité des sociétés du Tiers-Monde comparées avec celles des pays industrialisés (capitalistes ou socialistes), les premières étant caractérisées par la contradiction principale entre « une bourgeoisie étrangère et l'ensemble de la population » (p. 50). Bien entendu, cela n'exclut pas l'existence de contradictions au sein de ces formations sociales, mais celles-ci étant d'une importance secondaire. Aussi, l'auteur ne tombe pas dans le piège de l'économisme mécaniciste comme le suggère la sociologie traditionnelle quand quelqu'un ne suit pas sa voie ; en reconnaissant à la superstructure, « notamment politique et juridique », une certaine autonomie, il peut clairement démontrer le rôle de la bourgeoisie bureaucratique (civile ou militaire) dans les sociétés africaines, dont l'importance politique repose sur sa position stratégique dans l'appareil étatique (p. 52).

Que cette position stratégique soit de plus en plus contestée et que la concentration croissante du pouvoir mène inévitablement à une crise de légitimité d'où découlent les conflits et les coups d'Etats permanents en Afrique est démontré par le Professeur Lanciné Sylla, Doyen de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université d'Abidjan. Mais là encore, l'analyse s'arrête aux phénomènes et manque de profondeur. On peut se demander, si ce sont vraiment seulement des conflits entre une légitimité « traditionnelle », une légitimité « rationnelle et légale » et une légitimité « de type charismatique » qui sont la cause de l'instabilité permanente des Etats africains

(p. 138). En quoi consistent ces différentes légitimités et où en est leur vraie différence ? Il semble plutôt, que ces conflits soient d'ordre secondaire parce que concernant les seules classes dirigeantes tout en dissimulant les véritables contradictions telles que les a démontrées le Professeur Gonidec.

Les deuxième et troisième parties du livre sont consacrées aux problèmes économiques et aux relations internationales. Là encore, le manque d'interdisciplinarité se fait péniblement sentir : soit qu'on se borne à des analyses plutôt techniques (économiques), soit qu'on ne prenne pas en considération les intérêts des couches dirigeantes africaines dans les relations internationales, qui conjointement avec des pouvoirs extérieurs empêchent par exemple une intégration régionale efficace. A l'exception près des articles de M. Panouil sur les « Relations économiques internationales et réalité du pouvoir en Afrique » et de F. Constantin et C. Coulon sur « la difficile décolonisation de la diplomatie africaine », qui tentent au moins d'établir un rapport entre la situation interne des Etats africains et le système international, la plupart des études présentées dans ce volume ne correspondent guère à l'exigence du Professeur Gonidec, à savoir, de reconnaître la totalité et la complexité des formations sociales de l'Afrique contemporaine. Ainsi, on a manqué une bonne occasion de démontrer que l'exotisme et la pensée « africaniste » traditionnelle aient effectivement disparu.